

Les clés de l'entrée en master

Oui, les meilleurs masters universitaires marquent des points sur des métiers en tension, des domaines très pointus, ou encore grâce à des partenariats habiles. Le revers de cette médaille, c'est la compétition féroce à l'entrée de ces programmes qui, souvent, ne rassemblent qu'une vingtaine ou trentaine d'étudiants. Pour avoir sa chance, il convient de multiplier les candidatures en ne se laissant pas éblouir par les stars : Paris-Dauphine, Assas, l'UPMC, Orsay ou Paris 1 Panthéon-Sorbonne n'ont pas le monopole des très bons cursus. Faut-il d'une base de données nationale, il faut les pister sur les sites de chaque université. Certains offrent deux sessions de recrutement dans l'année, comme le très prisé master 2 affaires internationales et négociation interculturelle de Paris 10-Ouest Nanterre-La Défense, en juin

et septembre. Pierre Arnaud, son directeur académique, reçoit une centaine de demandes pour seulement 24 places : « Nous acceptons des étudiants de filières très variées, langues, biologie, psycho. » Ceci malgré l'obligation pour eux de rédiger un mémoire d'une dizaine de pages sur un thème en rapport avec le master, afin, explique-t-il, d'éviter « les candidatures touristiques ». Ils sont ensuite départagés via un entretien auquel participe un responsable d'entreprise : « Nous regardons tout, les résultats académiques, mais aussi le contenu et le niveau des stages, les séjours à l'étranger, et surtout leur intérêt pour notre formation. » Même démarche pour Pierre Desmet, à la tête du master marketing de Paris-Dauphine, qui reçoit 300 demandes pour 34 places. Et malgré, là aussi, l'obligation de rédiger un mémoire et l'exigence d'un bon score à un examen de langue



Bruno Dessusier pour Challenges

Les étudiants qui n'ont pas trouvé le temps durant leur parcours d'accumuler assez d'expérience en entreprise ont intérêt à effectuer une année de césure avant de postuler en M2.

Pierre Arnaud, directeur master 2 pro affaires internationales et négociation interculturelle, à Paris 10-Ouest Nanterre-La Défense

type TOEIC ou TOEFL : « Il faut que nous ressentions une vraie motivation pour notre master, les métiers auquel il mène, et pas seulement

pour la "marque" Dauphine. » Pour cela, il glisse un conseil de bon sens, trop souvent négligé : étudier en détail le contenu du programme. ■

►►► des jeunes diplômés par établissement, les universités, elles, jouent le jeu. L'an passé, Paris-Dauphine confiait à l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) le soin de suivre le devenir de ses diplômés sur le marché du travail, et Toulouse 1-Capitole s'appête à s'engager dans la même voie avec un comité d'évaluation extérieur.

Ecart réduit avec les écoles

Les masters les plus performants appliquent par le menu les bonnes recettes des écoles, s'adaptent aux attentes du monde professionnel, constituent des réseaux, font travailler leurs étudiants par projet, montent des cursus en alternance, ou entièrement en anglais. Et ça fonctionne. « Nos diplômés sont embauchés à des postes et à des salaires d'ingénieurs », assure Anas Sakout, responsable du master ingénierie du bâtiment de La Rochelle. Et les *success stories* de jeunes universitaires deviennent pour ainsi dire monnaie courante, comme celle de Marc Maniez. Diplômé en 2009 d'un master économie et so-

Trente mois après l'obtention d'un master, 9 diplômés sur 10 se sont insérés, et presque tous en emploi stable.

ciété à Lumière-Lyon 2, le voici chargé du développement à l'international pour Twitter à San Francisco, seul Français de l'entreprise ! Aloïs Phommasene, 23 ans à peine, est, lui, trésorier au siège du Groupe RTL à Luxembourg après un master en trésorerie de Rennes 1. Alice Klein, 25 ans, diplômée du master droit social d'Assas, a été recrutée à 40 000 euros annuels comme avocate junior par un cabinet parisien. Certes, tous les masters ne se valent pas, loin s'en faut, et les grandes écoles conservent une indiscutable longueur d'avance en termes de salaires et de profil de postes. « Mais l'écart de rémunération se réduit, constate ainsi Bern Terrel, directeur au cabinet Hudson. Auparavant, les universitaires pouvaient se voir proposer des salaires inférieurs de 20% à ceux de leurs homologues des grandes écoles, aujourd'hui, c'est plutôt 10%. » Les entreprises se sont aperçues qu'elles trouvaient des profils intéressants venant de la fac. Y compris les plus prestigieuses d'entre elles, comme l'explique Sylvie Bernard-Curie, DRH audit

et *advisory*, et associée à KPMG : « Les masters universitaires représentent 30% de nos jeunes recrues chaque année. »

Accompagnement et réseaux

Nos universités ont su s'adapter. Lieu par excellence de la recherche, elles mettent au point des programmes en phase avec les dernières tendances. Tout en développant l'accompagnement des diplômés vers l'emploi ou la construction de réseaux. Avec des innovations, comme la carte privilège de l'université de Cergy-Pontoise, offrant des réductions et des avantages à ses anciens diplômés. « On organise aussi des événements, des cérémonies de remise de diplômes », explique Kim-Loan Nguyen, chargée du réseau des anciens. Et puis, comme aime à le rappeler Laurent Batsch, le président de Paris-Dauphine, les universités proposent un modèle différent, « basé non pas sur la répétition du savoir, mais sur l'innovation, qui correspond aux attentes de l'économie aujourd'hui sur la planète ». **Véronique Radier**

« L'adossement de mon master à la recherche m'a permis d'acquérir une faculté de raisonnement que je ne possédais pas avant. »

Alan Lemangnen, 23 ans, économiste à Natixis
 ▷ Master diagnostic économique à Paris-Dauphine

Pass un jour, assure Alan Lemangnen, sans qu'il ne récolte les fruits de son master en diagnostic économique, obtenu en 2012 à l'université Paris-Dauphine. « L'adossement à la recherche de la formation m'a permis d'acquérir des connaissances techniques, mais aussi une faculté de raisonnement que je ne possédais pas avant », explique-t-il. A cela, il faut ajouter « un esprit d'école » et « une grande diversité des étudiants, dont 20% d'étrangers ». Un cocktail parfait qui lui permet aujourd'hui d'exercer les fonctions d'économiste à Natixis, chargé des problématiques liées à la crise de l'euro, pour

un salaire annuel brut avoisinant 40 000 euros. « Je n'aurais pas pu prétendre à un tel poste, qui plus est en CDI, sans compléter mon cursus réalisé à l'IEP Lyon, estime-t-il. Surtout, je ne serais pas à la hauteur de certaines tâches sans les enseignements reçus à Dauphine. Pour ce type de fonction, il devient indispensable de combiner une formation universitaire aux enseignements reçus à Sciences-Po ou en école de commerce. Il faut être solide sur le fond, tout en ayant une vraie perception de la réalité économique. » Alan Lemangnen ne compte d'ailleurs pas s'arrêter là. A terme, il envisage un doctorat. ■



Bruno Delessard pour Challenges

placement pour faire le plein de stagiaires et se disputent les diplômés à leur sortie. Nombreux sont également les établissements en régions qui parient sur des formations pointues, voire de niche. Nantes mise ainsi sur un ancrage territorial avec son master finance et logistique maritime internationales. L'IAE de Caen propose un master en management franco-américain, créé en lien avec le ministère du Commerce extérieur. En plus des enseignants américains invités chaque mois, des partenariats ont été signés avec cinq universités américaines, toutes accréditées AACSB : St Thomas, Baylor, Clayton, La Cross et Lafayette. A la clé, explique Fanny Simon, directrice du master, la possibilité d'effectuer un MBA dans l'un de ces établissements, « pour la moitié du prix, la première année ayant été validée avec le master ». Une opportunité que saisissent une dizaine de diplômés chaque année. Les autres trouvent quant à eux facilement un

poste, dont un quart à l'étranger. « Nous ne souffrons pas de la crise, en partie parce que nous ne dépendons pas du marché français, ni européen », assure Fanny Simon.

Parrainage des entreprises

L'université Paris 10-Ouest Nanterre-La Défense bénéficie du même tropisme avec son master affaires internationales et négociations interculturelles (AINI). « Nous nous adressons à des profils variés. L'idée est d'ajouter une expertise internationale au CV de diplômés de business schools, d'écoles d'ingénieurs ou de M1 en gestion, sciences humaines, langues étrangères appliquées (LEA)... », précise Anne Deysine, directrice du cursus. L'originalité du parcours repose sur son système de parrainage de chaque étudiant par une entreprise. Cette dernière accueille son filleul deux jours par semaine et lui confie de réelles missions. « La formule est particulièrement intéressante »,

Loin de se cantonner aux universités d'Ile-de-France, l'excellence se niche un peu partout dans les régions.

témoigne Christophe Dufourmantelle, PDG de Novalys, PME spécialisée dans la vente de logiciels aux professionnels. Nous pouvons vraiment tester ces futures recrues, les former à notre culture. La formation est en parfaite adéquation avec nos besoins. »

« Le master AINI m'a ouverte aux métiers de la finance, du commerce et de la gestion », commente Charline Crosnier, 23 ans, diplômée en 2012, après un master 1 en LEA à Rennes. Embauchée en CDI comme chargée de ventes dans la foulée de son stage à Atos Worldline, elle confie avoir eu peur d'être désavouée, parce que ne venant pas d'une école. « Mais mes compétences ont primé. Je crois qu'une des grandes forces de ceux qui ont choisi l'université, c'est leur capacité à construire leur parcours. On n'est pas materné, on doit faire des choix. A la fin, ça paie. » Et plutôt bien : dans le cas de Charline, 35 000 euros par an. **Caroline Franc** ▶